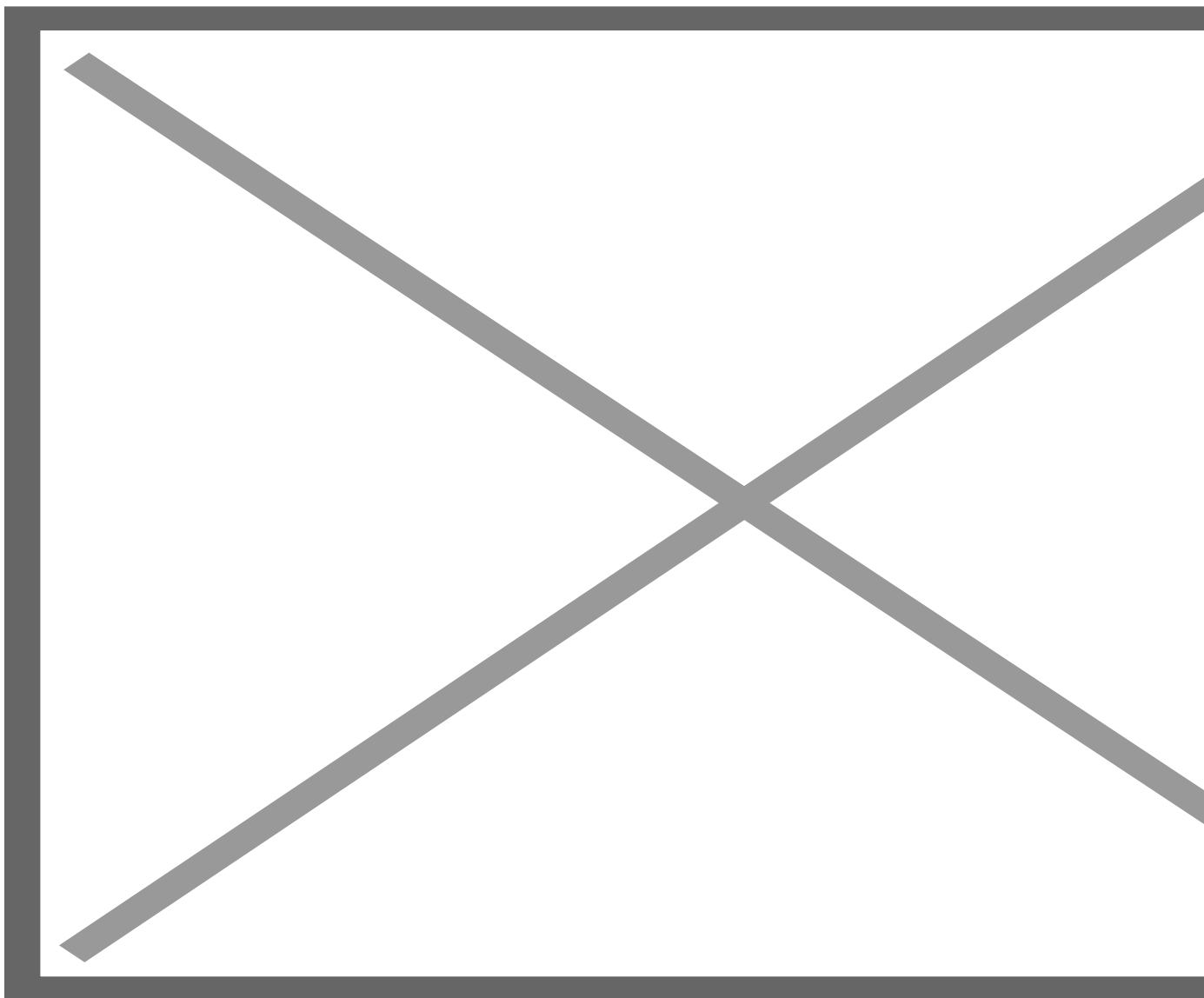


Le but, c'est le déplacement : contextualiser des décennies de violence et de destruction d'Israël à Gaza et en Cisjordanie

Description

Les actions d'Israël à Gaza et en Cisjordanie semblent être menées en direction d'un seul objectif : l'expulsion de la population et l'expansion territoriale.

Par Yara M. Asi, le 27 juin 2024



Vue d'une zone où des familles palestiniennes déplacées qui ont trouvé refuge à Rafah, Gaza, vivent dans des conditions hivernales difficiles sous des tentes de fortune, le 28 janvier 2024 (Photo par Abed Zagout/Anadolu via Getty Images)

Les scènes récentes qui se sont déroulées à Rafah, dont les massacres perpétrés dans les tentes le 26 mai, ont horrifié les personnes de conscience du monde entier. Il y a quelques mois à peine, Rafah était le lieu où près d'un million de Palestiniens du nord et du centre de la bande de Gaza s'étaient enfuis pour une prétendue sécurité, après de multiples ordres d'évacuation confus émis par Israël. Aujourd'hui, c'est une autre partie de Gaza que les gens ont fui, se demandant s'ils pourront un jour y retourner. L'invasion israélienne de Rafah, qui a débuté le 6 mai, a de nouveau entraîné le déplacement d'environ un million de personnes, dont beaucoup avaient déjà été déplacées plusieurs reprises, sans que nul ne se réfugie.

Chaque Palestinien vit dans l'ombre de la Nakba, le déplacement forcé de plus de 700 000 Palestiniens en 1948, lors de la création de l'État d'Israël. Les événements dans la bande de Gaza ont non seulement démontré que la Nakba n'a jamais pris fin, mais ils ont également rappelé que les dirigeants de l'État d'Israël ont clairement fait connaître leurs intentions depuis sa création.

En septembre 2023, avant l'attaque en Israël, l'actuel Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a brandi deux cartes lors de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies, l'une datant de 1948 et l'autre envisageant « le nouveau Moyen-Orient » de l'avenir. Les deux cartes montrent Israël comme un seul État englobant toutes les terres de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. Non seulement les Palestiniens et la Palestine ne font pas partie du « nouveau Moyen-Orient », selon le point de vue de M. Netanyahu, mais ils n'auraient aussi jamais existé.

Cette vision des Palestiniens et donc de la terre de Palestine elle-même est loin d'être un point de vue marginal parmi les politiciens israéliens, dont l'exemple le plus célèbre est peut-être la citation de 1969 de l'ancienne Première ministre israélienne Golda Meir, qui a déclaré : « Les Palestiniens n'existent pas ». Bezalel Smotrich, ministre des finances du gouvernement israélien, a adopté ce même langage en mars 2023, en prononçant un discours devant une carte d'Israël qui incluait les territoires palestiniens occupés : « La nation palestinienne n'existe pas. Il n'y a pas d'histoire palestinienne. Il n'y a pas de langue palestinienne ».

Mais ce n'est pas seulement l'effacement rhétorique des Palestiniens de l'histoire et de la réalité qui est si préjudiciable, c'est aussi la façon dont le point final naturel de ces points de vue est la justification de la violence et de la dépossession contre les Palestiniens dans la politique. Toujours en 2023, après que des colons israéliens ont lancé un pogrom dans la ville palestinienne de Huwara en Cisjordanie, Smotrich a déclaré en mars que « Huwara doit être effacée ! Je pense que l'État d'Israël doit le faire ».

Ce point de vue n'est pas seulement exprimé par la dernière fournée de ministres de droite d'Israël ; en 2016, Yair Lapid, homme politique israélien, brièvement Premier ministre en 2022 et largement considéré comme centriste ou même libéral en Israël, avait déclaré à un journal : « Mon principe dit un maximum de Juifs sur un maximum de terres, avec un maximum de sécurité et avec un minimum de Palestiniens. »

Ce sont précisément ces points de vue, exprimés avec constance depuis des décennies par des hommes politiques israéliens qui détiennent un pouvoir réel sur la vie des Palestiniens, qui

devraient être pris en compte dans la conversation sur l'assaut israélien contre Gaza, qui a commencé le 7 octobre 2023. En effet, les propos incitatifs des hommes politiques du pays depuis le 7 octobre et les actions de ses militaires ont fourni de nombreuses preuves à l'Afrique du Sud lorsque ce pays a traduit Israël devant la Cour internationale de justice pour des accusations d'intention et d'actes génocidaires, que la Cour a jugés plausibles.

Le problème pour ces politiciens israéliens est que les Palestiniens ont existé et que, malgré la discrimination, la violence permanente, l'apatridie, la dépossession, l'isolement et la dépendance économiques, les restrictions de mouvement et la saisie de terres, ils existent toujours, avec environ 7 millions de personnes dispersées dans ce qui était autrefois la Palestine historique (et qui est aujourd'hui l'État d'Israël et les territoires occupés) et des millions d'autres vivant en tant que réfugiés ou dans la diaspora à travers le monde.

Comment les autorités israéliennes ont-elles fait face à cette réalité ?

En Cisjordanie, la réponse à cette question a surtout pris la forme d'une saisie de terres, de la construction du mur de séparation, de l'interdiction de certaines zones à des fins prétendument militaires ou culturelles, de la démolition de maisons et de l'expansion continue du projet israélien de colonisation illégale, ainsi que des routes et autres infrastructures qui l'accompagnent. Les Palestiniens de Cisjordanie sont constamment soumis à des restrictions de mouvement, notamment à des points de contrôle tenus par des soldats armés, à des raids militaires pouvant déboucher sur des arrestations à domicile violentes et des meurtres, et à des attaques croissantes de la part des colons, ou sont complètement expulsés de certaines parties du territoire. Pas plus tard qu'en 2019, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu évoquait sérieusement un projet d'annexion totale de certaines parties de la Cisjordanie, suscitant suffisamment de réactions négatives à l'échelle mondiale pour y mettre un terme, du moins en théorie. En réalité, les Palestiniens de Cisjordanie sont déjà régulièrement chassés de leurs maisons et de leurs villes par les colons.

Israël a retiré ses colonies en 2005, mais quelques années plus tard, il a déclaré Gaza à « territoire hostile » en raison des élections qui ont porté le Hamas au pouvoir. Depuis 2007, Israël maintient un contrôle total sur tous les mouvements terrestres à l'entrée et à la sortie de la bande de Gaza, et empêche tout développement d'un port maritime et d'un aéroport, après avoir bombardé l'aéroport ayant brièvement existé dans la bande de Gaza à la fin des années 1990. De nombreux habitants de Gaza ont vécu l'expérience du déracinement, puisque 80 % d'entre eux sont des réfugiés qui ont fui leurs villages dans ce qui est devenu l'État d'Israël pendant la Nakba. Cependant, contrairement à la Cisjordanie, il n'y a pas eu de présence militaire israélienne à Gaza, sauf lors des grandes campagnes militaires, notamment en 2008-2009, 2012, 2014, 2021 et, bien sûr, 2023-24. Sans l'expansion des colonies et la restriction des déplacements à l'intérieur du territoire, les habitants de Gaza étaient confrontés à des conditions difficiles de privation et de violence, mais sans la perte progressive de terres.

Néanmoins, les actions les plus récentes d'Israël à Gaza semblent confirmer l'idée que l'objectif ultime est de déplacer les Palestiniens et de s'emparer de leurs terres. Depuis le 7 octobre, de nombreux hommes politiques israéliens et d'autres acteurs puissants ont clairement exprimé leurs aspirations territoriales.

Moins de deux semaines après qu'Israël a commencé à bombarder Gaza et à imposer un siège, Gideon Sa'ar, un homme politique israélien ajouté en tant que ministre au cabinet d'urgence d'Israël après le 7 octobre, a déclaré à la presse israélienne que « Gaza doit être plus petite à la fin de la guerre » est le prix de la perte que les Arabes comprennent. » Fin octobre, un rapport du ministre israélien du Renseignement a été divulgué, décrivant un plan potentiel de transfert de la population de Gaza vers la péninsule égyptienne du Sinaï, d'abord dans des villes de tentes, puis dans des villes permanentes, et les empêchant de revenir à Gaza grâce à une zone de sécurité. Quelques semaines plus tard, le ministre israélien de l'Agriculture, Avi Dichter, a déclaré : « Nous sommes en train de mettre en place la Nakba de Gaza » Gaza Nakba 2023. C'est ainsi que cela se terminera ».

Lors d'une interview à la radio début décembre, Smotrich déclarait : « Ce qu'il faut faire dans la bande de Gaza, c'est encourager l'immigration » S'il y a 100 000 ou 200 000 Arabes à Gaza et non pas 2 millions d'Arabes, toute la discussion du lendemain sera totalement différente. » Fin décembre 2023, une société immobilière israélienne a commencé à plaider en faveur de la construction de colonies à Gaza. Fin janvier, une conférence intitulée « Les colonies apportent la sécurité », réunissant des centaines de colons israéliens appelant à la reconstruction des colonies à Gaza, a été suivie par plusieurs ministres du gouvernement dont le ministre de la Sécurité publique Itamar Ben Gvir et M. Smotrich. En février, des groupes de colons ont tenté de franchir la frontière avec Gaza, l'un d'entre eux envoyant même ses enfants jouer à la frontière au-delà des lignes militaires. Un membre a déclaré au New York Times : « Nous arriverons avec des tentes et nous essaierons de nous installer. De nombreuses familles sont prêtes à faire tout ce qu'il faut ».

Tout comme lors de la Nakba de 1948, les actions visant à forcer le déplacement n'ont pas manqué non plus. Une semaine après le 7 octobre, Israël a instauré un ordre d'évacuation obligatoire de tout le nord de Gaza, la plus grande ville de l'enclave, où vivent plus d'un million de personnes et qui abrite la plupart des hôpitaux spécialisés. Des centaines de milliers de personnes se sont pliées à cet ordre par crainte des bombardements, mais beaucoup ont été tuées par les forces israéliennes sur la route de l'évacuation. Depuis lors, le nord de la bande de Gaza a subi des bombardements sans précédent, la plupart des maisons et autres infrastructures civiles essentielles ayant été complètement détruites.

Le reste de la bande de Gaza n'a pas été épargné, puisque le sud a également subi de lourds bombardements, y compris les parties de la bande de Gaza qu'Israël a soi-disant considérées comme des « zones sûres ». L'invasion de Rafah, dont le président américain avait précédemment affirmé qu'elle constituait une ligne rouge, est désormais en cours, avec le déploiement de chars et de troupes au sol, ainsi que l'intensification des frappes aériennes et d'autres attaques. De nombreux habitants de Rafah ont fui vers ce qu'Israël a de nouveau affirmé être une zone sûre à Al Mawasi, une zone côtière à l'ouest de Rafah, mais des dizaines d'entre eux ont été tués lors d'attaques dans cette zone. Outre les massacres des tentes, de nombreux autres bombardements à Rafah ont fait des dizaines de morts, rendant la zone si peu sûre que la plupart des agences humanitaires ont dû mettre fin à leurs opérations dans cette zone.

Outre les habitations, les bombardements ont détruit des écoles, des musées, des installations de distribution d'eau, d'électricité et d'assainissement, des terres agricoles, des installations

de production alimentaire, des mosquées, des routes, des hôpitaux et, pour l'essentiel, tous les autres éléments d'infrastructure nécessaires à la vie. Des médecins occidentaux qui ont récemment quitté Gaza ont rapporté que la destruction massive des installations sanitaires semblait faire partie de l'objectif d'Israël de nettoyer de grandes parties de Gaza : « Cela persuade la population locale de partir.

Les conditions de vie de ceux qui restent à Gaza sont inhumaines, comme le confirment des milliers de vidéos, de photos et de témoignages, qu'il s'agisse de messages individuels sur les réseaux sociaux ou des avertissements de plus en plus terribles des organisations humanitaires. Des bébés meurent dans leurs couveuses ; des enfants sont amputés sans anesthésie ; des mères accouchent dans des installations insalubres et connaissent une augmentation significative des fausses couches ; près de 20 000 enfants sont devenus orphelins ; on estime que plus de 20 000 enfants sont portés disparus ; des centaines d'hommes et de garçons sont détenus, humiliés et torturés par les forces israéliennes ; et des douzaines de lignes entières ont été effacées. Fin mars 2024, la principale autorité mondiale en matière d'insécurité alimentaire et de famine a publié un rapport indiquant que la famine était imminente dans le nord de Gaza, et qu'elle n'était qu'à quelques semaines ou quelques mois de distance pour les personnes piégées dans le sud.

Les chiffres globaux, aussi horribles soient-ils, deviennent encore plus insupportables lorsqu'on considère les histoires individuelles : les parents qui ont subi une décennie de traitements de fertilité pour voir leurs jumeaux tués dans un bombardement ; la jeune fille qui a été piégée dans une voiture avec les membres morts de sa famille, retrouvée plus tard tuée avec les ambulanciers envoyés pour la secourir ; le père qui a apporté les parties du corps de ses enfants à l'hôpital dans des sacs en plastique. Ces histoires sont innombrables.

Face à de telles atrocités, il n'est pas surprenant que certains aient considéré la fuite comme leur seule chance de survie. Nombre d'entre eux ont utilisé toutes les ressources de leur famille ou ont lancé des campagnes de collecte de fonds en ligne pour payer les milliers de dollars exigés par les courtiers égyptiens pour quitter le pays par le point de passage de Rafah.

Outre ces horreurs quotidiennes, Israël a persuadé ses alliés occidentaux d'interrompre le financement de l'UNRWA, principale agence humanitaire sur le terrain à Gaza, en l'accusant de terrorisme, alors qu'il n'a fourni que peu ou pas de preuves crédibles. Si certains pays ont rétabli leur financement, ce n'est pas le cas des États-Unis, qui en étaient auparavant le principal bailleur de fonds. En outre, Israël continue de progresser dans son projet de désigner l'UNRWA comme une organisation terroriste. Le désir de discréditer et de démanteler l'UNRWA, qui est un objectif des responsables politiques israéliens depuis des décennies, est peut-être encore plus pertinent dans la mesure où il s'agit de la seule agence dont le mandat inclut la reconnaissance du statut des réfugiés palestiniens et de leur droit à rentrer un jour chez eux.

Compte tenu de l'ampleur des destructions et de la quantité de décombres laissés par les frappes aériennes, dont l'ONU estime qu'il faudra des années pour les déblayer, beaucoup de ceux qui ont quitté le nord ou la bande de Gaza ne savent pas quand, voire si jamais ils pourront y retourner. Les actions d'Israël dans la bande de Gaza et en Cisjordanie semblent mener à une conclusion évidente : l'expulsion de la population et l'expansion territoriale à tout prix.

Yara M. Asi est professeure adjointe à l'université de Floride centrale, à l'école de gestion de la santé mondiale et d'informatique. Ses recherches portent sur la santé mondiale, les droits de l'homme et le développement des populations fragiles.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Tahrir Institute](#)

date créée
2024/07/01